



Réunion tripartite de haut niveau sur la crise financière et économique mondiale actuelle (Genève, 23 mars 2009)

Éléments pour un débat

A. Contexte

1. A sa 303^e session (novembre 2008), le Conseil d'administration a décidé de convoquer, à sa session de mars 2009, une Réunion tripartite de haut niveau sur la crise financière et économique mondiale actuelle. A sa session de novembre 2008, le Groupe de travail sur la dimension sociale de la mondialisation a examiné un document intitulé «Instauration d'une mondialisation équitable: perspectives pour l'Agenda du travail décent», et M. Angel Gurría, secrétaire général de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), s'est adressé au Conseil d'administration. A l'issue de l'échange nourri d'opinions sur la crise économique mondiale qui a eu lieu au sein du groupe de travail, le bureau du Conseil d'administration a publié une déclaration (voir annexe I). Le Bureau s'est fondé sur cette déclaration pour orienter ses travaux concernant la crise.
2. Depuis novembre, la crise s'est approfondie et étendue. Dans beaucoup de pays, les mandants ont contribué au débat public sur les réponses à apporter à la crise, notamment pour en atténuer les effets et accélérer une relance durable par l'action dans les entreprises et les secteurs économiques.

B. L'action de l'OIT depuis novembre

3. Le Bureau a répondu aux demandes d'informations et de conseils des mandants, il a organisé plusieurs conférences et participé à des réunions internationales. On trouvera sur la page de son site Web «Crise mondiale de l'emploi» un bulletin mis à jour chaque mois qui publie les chiffres officiels les plus récents sur l'emploi et le chômage par pays. Ce service fournit des liens pour plus d'informations sur les rapports et activités du BIT liés à la crise¹. Le rapport annuel *Tendances mondiales de l'emploi*, publié le 28 janvier, et le rapport *Tendances mondiales de l'emploi des femmes. Mars 2009* décrivent l'évolution

¹ http://www.ilo.org/global/Themes/lang--fr/WCMS_101175/index.htm

récente et offrent des estimations de l'accroissement possible du chômage et de la pauvreté au travail si la récession se poursuit ².

4. Le 15 juillet 2009, les ministres du Travail de l'Argentine, du Brésil, du Chili et du Mexique ont rencontré le Directeur général et d'autres fonctionnaires du BIT à Santiago, Chili. Les ministres ont adopté une Déclaration sur la riposte à la crise: croissance, travail décent et stabilité (voir annexe II). Ultérieurement, le bureau régional de l'OIT pour l'Amérique latine et les Caraïbes a organisé une réunion avec les partenaires sociaux à Lima le 24 février (voir annexe III). Au cours de la Réunion régionale européenne (Lisbonne, 9-13 février), les débats ont porté essentiellement sur un rapport supplémentaire spécial consacré à la crise ³. Le Forum sur la réponse à apporter à la crise économique en Asie et dans le Pacifique, qui s'est tenu à Manille, Philippines (18-20 février), a réuni des ministres et des hauts responsables gouvernementaux, des représentants d'organisations d'employeurs et de syndicats de 11 pays, ainsi que des experts et des hauts fonctionnaires d'organisations internationales (voir annexe IV). Un forum tripartite régional sur la riposte à la crise économique en Afrique s'est tenu à Addis-Abeba les 27-28 février (voir annexe V).
5. A la demande de mandants, les travaux sur les solutions à la crise ont porté sur la restructuration socialement responsable en Europe du Sud-Est, l'investissement dans des travaux d'infrastructure à forte intensité d'emploi en Indonésie et aux Philippines, le rôle des coopératives en Afrique et les travailleurs migrants en République de Moldova et en Fédération de Russie. Des ateliers nationaux tripartites consacrés à la crise ont été organisés au Panama, au Pakistan, à Sri Lanka et en Ukraine; et une analyse des retombées de la crise sur la société et l'emploi a été effectuée au Bangladesh, au Cambodge et au Chili.
6. Il convient de mentionner aussi la tenue à Genève du Forum de dialogue mondial sur le travail décent dans le cadre des marchés publics locaux relatifs aux travaux d'infrastructure (17-18 février), du Forum de dialogue mondial sur l'incidence de la crise financière sur les travailleurs du secteur de la finance (24-25 février) et de l'Atelier technique tripartite sur l'incidence de la crise alimentaire sur le travail décent (5-6 mars). Les rapports de ces réunions ont été présentés à la Commission des réunions sectorielles et techniques et des questions connexes.
7. Dans le cadre des efforts déployés au niveau multilatéral pour faire face à la crise, le Bureau travaille sur divers fronts afin d'inscrire les principes du travail décent dans une action coordonnée. Le Directeur général a été invité par la présidence du G8, assumée par l'Italie, à diriger un débat sur la portée mondiale de la crise avec des ministres de six pays en développement spécialement invités, lors du Sommet social du G8 qui aura lieu du 29 au 31 mars à Rome. Lord Malloch Brown, ministre des Affaires étrangères du Royaume-Uni, s'est rendu au BIT le 4 mars pour discuter des préparatifs du Sommet du G20 de Londres. Le Président de l'Assemblée générale des Nations Unies, M. Miguel d'Escoto Brockmann, est venu au BIT le 5 mars pour discuter des préparatifs d'une prochaine réunion de l'Assemblée générale. Le 5 février, le Directeur général a participé à une réunion convoquée par M^{me} Merkel sur la cohérence politique au niveau mondial, avec les directeurs généraux du Fonds monétaire international, de la Banque mondiale et de l'Organisation mondiale du commerce ainsi que le Secrétaire général de l'OCDE. Les 26 et 27 février à Genève, le Directeur général a présidé une réunion spéciale du Comité de haut niveau des Nations Unies sur les programmes pour examiner des solutions

² <http://ilo.org/public/english/employment/strat/global.htm>

³ Document GB.304/14/4.

coordonnées à la crise. Le Bureau a par ailleurs contribué aux travaux de la Commission d'experts sur les réformes du système monétaire et financier international, établie par le Président de l'Assemblée générale des Nations Unies et placée sous la présidence de M. Stiglitz (à qui l'OIT a remis le Prix pour la recherche sur le travail décent le 12 mars et qui a pris la parole à cette occasion devant le Conseil d'administration).

C. Éléments pour le débat

8. Le Bureau a élaboré un document de travail approfondi ⁴, qui analyse la dynamique de la crise et les solutions à y apporter et propose des moyens d'aller de l'avant dans le cadre de l'Agenda du travail décent et d'une action internationale coordonnée. En se fondant sur la déclaration du bureau du Conseil d'administration et compte tenu de l'aggravation et la propagation de la crise, la réunion tripartite de haut niveau envisagera la contribution à venir de l'OIT à la recherche de solutions à la crise. Le présent document propose un certain nombre d'éléments à propos desquels les participants souhaiteront peut-être fournir des informations, donner leur avis et envisager des solutions. Il ne s'agit pas là d'une liste exhaustive et les participants voudront sans doute soulever de nombreuses autres questions.

I. L'Agenda du travail décent et les ripostes à la crise

9. Le document de travail souligne, d'une part, que les premières mesures adoptées pour riposter à la crise ont souvent eu pour objectif de soutenir le système financier et, d'autre part, que les plans de relance budgétaire applicables à l'économie dans son ensemble sont de moindre ampleur et ne visent pas suffisamment à préserver les emplois décents ou à en créer.
 - *Les participants voudront sans doute donner leur point de vue sur la meilleure façon d'intégrer l'Agenda du travail décent et les objectifs relatifs aux entreprises durables dans la riposte à la crise, éventuellement par le biais d'un pacte mondial pour l'emploi, comme indiqué dans le document de travail. Ils pourraient en particulier échanger leurs vues sur:*
 - i) *le degré de priorité accordé aux mesures ayant une incidence directe sur l'emploi, la durabilité des entreprises et la protection sociale;*
 - ii) *la façon dont certains mécanismes de dialogue social, à l'échelon national, au niveau de l'entreprise et à d'autres niveaux, contribuent à l'élaboration et l'application des politiques;*
 - iii) *la question de savoir si les principes et droits fondamentaux au travail sont exposés à des menaces nouvelles.*

⁴ Voir le document HTM/1.

II. Inscrire le travail décent au cœur des stratégies de relance mondiales

10. Les différentes réunions régionales organisées par l'OIT depuis novembre ont confirmé le caractère mondial de la crise, tout en montrant que celle-ci ne se manifestait pas partout de la même façon. Cette réalité est analysée dans le document de travail, qui propose l'adoption d'un pacte mondial pour l'emploi devant permettre de soutenir la reprise économique par des politiques axées sur le travail décent, d'éviter la propagation de la crise dans de nouveaux pays et de préparer la voie à une mondialisation plus durable et plus équitable.

11. Le document de travail souligne que tous les pays ne disposent pas de la même marge de manœuvre pour lutter contre la crise. Ainsi, certains gouvernements sont en mesure de rassembler des sommes très importantes grâce à des emprunts publics et d'assouplir considérablement leur politique monétaire sans provoquer de fuite de capitaux ni de dépréciation de la monnaie. D'autres sont beaucoup moins bien lotis. Certains pays ont même été contraints de demander l'assistance du Fonds monétaire international et d'appliquer des politiques déflationnistes et procycliques plutôt que les plans de relance anticycliques qui auraient été nécessaires compte tenu de la gravité de la récession. Par conséquent, pour les mandants de l'OIT, la question des mesures à prendre à l'échelle internationale pour protéger les catégories vulnérables des pays les plus fragiles et assurer des investissements suffisants pour préparer une reprise durable est fondamentale. Le document de travail émet l'idée d'un fonds mondial pour l'emploi comme moyen de garantir, par exemple, que l'aide publique au développement ou la capacité d'emprunt des institutions internationales pour le développement soient mises au service de la relance.

■ *Les participants voudront sans doute envisager des moyens de:*

- i) *assurer que l'action visant à redynamiser l'économie mondiale est véritablement globale et ne repose pas sur des solutions individualistes;*
- ii) *assurer la mise en place de mécanismes tels que le fonds mondial pour l'emploi à l'intention des pays qui disposent d'une marge de manœuvre limitée, afin de promouvoir l'élargissement de la protection sociale ainsi que l'adoption de mesures visant à protéger l'emploi et les entreprises.*

III. Concevoir une reprise durable et une mondialisation équitable

12. Le document d'information, qui s'inspire des discussions de novembre, laisse entendre que l'une des raisons pour lesquelles les spécialistes de la prévision économique et des marchés financiers sont dans l'incertitude quant à la gravité, la durée et l'étendue de la récession tient au fait que la crise financière pourrait être le signe de déséquilibres profonds de l'économie mondiale⁵. Nombreux sont les pays où, pendant les années de prospérité, les salaires n'ont pas augmenté au même rythme que la productivité, d'où un accroissement de la part des bénéfices dans le revenu national, accroissement dont le secteur financier revendique une part importante. De surcroît, les inégalités de revenus se sont creusées, essentiellement à cause des salaires versés au sommet de l'échelle. A l'échelle mondiale, une partie du surplus d'épargne a trouvé son chemin vers des investissements spéculatifs, consistant souvent à acheter des biens immobiliers.

⁵ Document GB.303/WP/SDG/1.

13. Les mesures de relance offrent la possibilité d'établir un meilleur équilibre entre le social et l'économique, notamment en développant les systèmes de protection sociale. Cela pourrait contribuer à une relance de la demande mondiale et à la stabilisation des rapports entre les principaux facteurs de croissance que sont l'investissement et l'épargne, d'une part, et le revenu salarial et la consommation, d'autre part.
 - *Les participants voudront sans doute examiner la question de savoir comment le développement ou l'instauration de systèmes de protection sociale et l'évolution salariale pourraient garantir un minimum de consommation en période de récession, favoriser un redressement plus durable et atténuer l'impact de la crise, en particulier sur les groupes vulnérables.*
14. Les événements survenus dans le secteur financier mondial ont également affecté le financement d'entreprises durables. Compte tenu des rendements élevés des instruments financiers dérivés, les entreprises productives se sont vues contraintes de rechercher des bénéfices également élevés à court terme. La prolifération des fusions/acquisitions observée dans les années qui ont précédé la crise, y compris les rachats avec des capitaux d'emprunts par des fonds privés d'investissement et des fonds privés de placement spéculatif, a induit des compressions d'effectif et des restructurations motivées davantage par le désir de gagner rapidement de l'argent en vendant des actifs que par la volonté d'investir à long terme dans la capacité productive et des emplois décents.
 - *Les participants voudront sans doute examiner la question de savoir si et comment la réforme des règles financières devrait viser à décourager la spéculation et à favoriser l'investissement dans des entreprises durables et le travail décent.*

IV. Le rôle de l'OIT et du tripartisme dans la conception d'une approche intégrée de la reprise mondiale

15. Comme l'affirme le bureau du Conseil d'administration dans sa déclaration, l'Agenda pour le travail décent, tel qu'il figure dans la Déclaration de 2008 sur la justice sociale pour une mondialisation équitable, offre un cadre commun permettant de répondre efficacement aux besoins des mandants face à la crise mondiale. La Déclaration appelle aussi l'OIT et ses mandants à promouvoir cette approche intégrée dans les institutions internationales ayant un mandat touchant à des domaines connexes. Il existe un certain nombre de forums où une telle collaboration peut être établie. En outre, il est possible d'instaurer une coopération interinstitutions similaire en accédant à la demande d'assistance des mandants⁶.
16. Sachant qu'en l'absence de réponses stratégiques coordonnées et efficaces on peut être tenté de prendre des mesures protectionnistes et individualistes, les participants se rappelleront sans doute de l'engagement formulé dans la Déclaration de l'OIT sur la justice sociale, à savoir «que la violation des principes et droits fondamentaux au travail ne saurait

⁶ La section C de la Partie II de la Déclaration sur la justice sociale se lit comme suit: «D'autres organisations internationales et régionales dont le mandat touche à des domaines connexes peuvent apporter une contribution importante à la mise en œuvre de cette approche intégrée. L'OIT devrait les inviter à promouvoir le travail décent, étant entendu que chaque institution aura la maîtrise totale de son mandat. La politique relative aux échanges commerciaux et aux marchés financiers ayant des répercussions sur l'emploi, il incombe à l'OIT d'évaluer ces effets afin d'atteindre son objectif qui consiste à placer l'emploi au cœur des politiques économiques.»

être invoquée ni utilisée en tant qu'avantage comparatif légitime, et que les normes du travail ne sauraient servir à des fins commerciales protectionnistes»⁷.

- *Les participants voudront sans doute étudier les moyens qui permettraient aux mandants et au Bureau de promouvoir une approche intégrée du travail décent dans le cadre de stratégies nationales et internationales de sortie de crise.*

Genève, le 16 mars 2009.

⁷ Déclaration de l'OIT sur la justice sociale, Partie I, A iv).

Annexe I

Déclaration du bureau du Conseil d'administration du BIT (Genève, novembre 2008)

A la suite de l'échange de vues nourri qui a eu lieu au sein du Groupe de travail sur la dimension sociale de la mondialisation au sujet de la crise économique qui se déploie dans le monde, le bureau du Conseil d'administration s'est accordé sur la déclaration ci-après.

Nous suggérons que les mandants de l'OIT utilisent cette déclaration aux fins de leurs discussions actuellement en cours sur les réponses nationales et internationales à opposer à la crise. Elle servira aussi à guider le travail du Bureau pendant la période qui va s'écouler jusqu'à la prochaine session du Conseil d'administration en mars 2009. Le bureau du Conseil invite les mandants à informer le Directeur général des mesures qu'ils pourraient prendre pour faire face à la crise, afin qu'il puisse en être tenu compte lorsque le Conseil d'administration reprendra l'examen de l'action à entreprendre à l'OIT.

La crise économique mondiale

A la mi-novembre 2008, les premiers effets néfastes de la crise financière sur l'économie mondiale commencent à se faire sentir sur toute la planète. Les prévisions les plus récentes donnent à penser que dans toutes les régions, la croissance économique sera beaucoup plus lente que prévu en 2008 et sera encore plus faible en 2009. Aucun pays ne sera épargné mais l'impact sera très différent d'une région à l'autre et d'un pays à l'autre.

L'Organisation internationale du Travail, avec sa composition tripartite, est en prise directe sur l'économie réelle dans le monde entier. Les gouvernements, les employeurs et les travailleurs jugent très préoccupants les risques que la crise fait peser sur les personnes, les entreprises et l'emploi, la cohésion sociale et la stabilité. L'expérience nous a appris que les crises économiques ont de graves conséquences sociales et de sérieuses répercussions sur le monde du travail, dont souffrent surtout les catégories les plus faibles et qui, en l'absence de mesures efficaces, peuvent aggraver la pauvreté et l'inégalité.

Cette situation exige une solution urgente. Il nous faut des mesures à la fois complètes et coordonnées pour réduire au minimum la durée et la gravité du ralentissement de l'économie mondiale ainsi que pour parer à d'éventuels dégâts sociaux et accélérer la reprise.

Promouvoir l'emploi, la protection sociale, les principes et droits fondamentaux au travail et le dialogue social constitue, par le biais de l'Agenda du travail décent de l'OIT, un train de mesures efficaces pour riposter à la crise. La vision de l'avenir et la stratégie définies dans la Déclaration sur la justice sociale pour une mondialisation équitable, adoptée par l'OIT en 2008, s'appliquent parfaitement à ce contexte.

Les six mesures suivantes sont nécessaires pour remédier aux retombées de la crise sur l'économie réelle afin de protéger les personnes, soutenir la productivité des entreprises et préserver l'emploi.

Premièrement, garantir les crédits nécessaires pour la consommation, le commerce et l'investissement et stimuler la demande par la dépense et l'investissement publics et privés, par des mesures budgétaires et salariales pour stimuler la demande intérieure dans le but d'obtenir un effet rapide, tout en appliquant une politique propice à la viabilité financière. Nous constatons avec satisfaction que plusieurs gouvernements ont pris ou envisagent de prendre des mesures de ce type.

Deuxièmement, protéger les personnes les plus exposées. Les mesures prises à cette fin devraient consister, par exemple, à élargir la protection sociale et les prestations de chômage, offrir des possibilités supplémentaires de formation et de reconversion professionnelle, renforcer les services de placement, développer ou instituer des programmes d'urgence pour l'emploi ainsi que des systèmes de protection sociale ciblés. Les jeunes, hommes et femmes, les travailleurs précaires et ceux du secteur informel, les travailleurs migrants et les travailleurs pauvres font partie de ceux qui ont le plus besoin d'une telle protection. La préservation des régimes de retraite et la révision des conditions de crédit des propriétaires immobiliers endettés sont des priorités.

Il faut prendre et renforcer des mesures de protection sociale – sécurité sociale et protection des travailleurs – durables et adaptées aux circonstances nationales, en particulier l'extension de la sécurité sociale à tous, y compris les mesures visant à assurer un revenu de base à tous ceux qui ont besoin d'une telle protection, et la possibilité pour tous d'une participation équitable aux fruits du progrès en matière de salaires et de gains, de durée du travail et autres conditions de travail, et un salaire minimum vital pour tous ceux qui ont un emploi et ont besoin d'une telle protection.

Troisièmement, soutenir des entreprises productives, rentables et durables, conjointement avec une économie sociale solide et un secteur public viable, pour augmenter au maximum l'emploi et le travail décent. Des mesures spéciales sont nécessaires pour garantir un environnement favorable à l'investissement et à la croissance, surtout pour les petites entreprises et coopératives qui, dans toutes les économies, font vivre le plus grand nombre de femmes et d'hommes. Il s'agit par exemple d'augmenter les investissements consacrés à des infrastructures conçues pour les petites entreprises et coopératives ou encore de recourir à «l'Initiative emplois verts» de l'OIT pour obtenir une reprise durable.

Quatrièmement, pour que la crise actuelle ne nuise pas au progrès social, nous nous appuyons sur la Déclaration de l'OIT relative aux principes et droits fondamentaux au travail et son suivi (1998), et réaffirmons cette Déclaration, dans laquelle les Membres reconnaissent, dans l'accomplissement du mandat de l'Organisation, l'importance particulière des droits fondamentaux, à savoir la liberté d'association et la reconnaissance effective du droit de négociation collective, l'élimination de toute forme de travail forcé ou obligatoire, l'abolition effective du travail des enfants et l'élimination de la discrimination en matière d'emploi et de profession.

Cinquièmement, une étroite coopération de l'OIT et de ses mandants tripartites avec le système multilatéral sera indispensable pour appuyer les pays dans les efforts qu'ils déploient pour appliquer ces mesures et pour s'entendre sur les moyens de faire face à la crise et d'alléger le plus possible ses conséquences pour les personnes et les entreprises ainsi que sur les droits au travail et le travail décent. Le dialogue social et la pratique du tripartisme entre les gouvernements et les organisations représentatives de travailleurs et d'employeurs aux plans national et international sont, aujourd'hui, plus pertinents pour parvenir à des solutions et pour renforcer la cohésion sociale. Il est essentiel que la réflexion sur la situation et les priorités nationales passe par le dialogue.

Sixièmement, maintenir l'aide au développement au moins à son niveau actuel et accorder des lignes de crédit et une aide supplémentaires pour aider les pays à faible revenu à amortir la crise.

De par son influence et son expérience, l'Organisation internationale du Travail, tripartite et ancrée dans l'économie réelle, est toute désignée pour soutenir une riposte globale à une crise de cette nature. Les gouvernements et les organisations représentatives d'employeurs et de travailleurs ont un rôle utile à jouer dans la préparation et l'application des mesures décrites plus haut.

Pour le moyen terme, nous sommes fermement convaincus que des politiques économiques, sociales et environnementales équilibrées engendreront une croissance et un développement durables. C'est la cohérence des politiques mises en œuvre dans les domaines financier, commercial, de l'emploi et du travail, du développement, social et environnemental qui permettra de soutenir une croissance économique et un développement durables et de progresser dans la réalisation du travail décent.

L'Organisation internationale du Travail est prête à mettre son expérience ainsi que son réseau et ses ressources tripartites au service des pays pour les aider à surmonter la présente crise économique. Pour ce faire, elle:

- intensifiera son action sur les conséquences sociales de la crise et les réponses possibles, notamment en déployant ses moyens d'action selon des priorités différentes;
- aidera ses mandants à concevoir leur riposte à la crise économique mondiale;
- collaborera avec le système multilatéral, y compris le G20 et les institutions financières internationales, pour atteindre les objectifs susmentionnés;
- envisagera d'organiser une réunion tripartite de haut niveau sur la crise et les moyens d'y remédier, si possible avant la session de mars 2009 du Conseil d'administration afin d'élaborer un plan d'action cohérent à soumettre à celui-ci.

Annexe II

(Traduction de l'espagnol)

Déclaration des ministres du Travail de l'Argentine, du Brésil, du Chili et du Mexique sur «La riposte à la crise: croissance, travail décent et stabilité» (Santiago, le 15 janvier 2009)

Les ministres du Travail de l'Argentine, du Brésil, du Chili et du Mexique se sont réunis à Santiago à l'invitation de l'OIT dans le cadre d'une réunion organisée sur le thème «La riposte à la crise: croissance, travail décent et stabilité». S'étant déclarés conscients des effets de la crise financière et particulièrement inquiets de ses conséquences pour l'emploi, la cohésion sociale et la stabilité à l'intérieur des nations, ils ont mis en commun les mesures prises par chacun de leurs pays pour faire face aux retombées de cette crise dans le monde du travail, reconnaissant là un nouveau rôle pour un Etat protecteur, prévoyant et attaché à la défense du travail.

Lors de cet échange, les ministres ont relevé la similitude et la convergence de la conduite adoptée et des mesures prises dans leurs pays respectifs pour atténuer la gravité des répercussions de la crise sur l'emploi et le revenu, pour relancer l'économie par une politique anticyclique axée sur la préservation de l'emploi et la création de travail décent. Promouvoir l'emploi, la protection sociale, les principes et droits fondamentaux au travail et le dialogue social constitue un train de mesures efficaces pour riposter à la crise économique actuelle.

Les mesures prises par les pays s'inscrivent dans une telle perspective; elles visent à ce que le soutien apporté par l'Etat aux entreprises (ou au secteur productif) contribue directement à garantir la protection de l'emploi.

Les ministres font leur la Déclaration du bureau du Conseil d'administration du BIT sur les conséquences sociales de la crise et les répercussions de celle-ci dans le monde du travail.

Ils reconnaissent l'importance de la réunion de haut niveau sur la crise que tiendra le Conseil d'administration du BIT au mois de mars et prient instamment l'OIT de poursuivre ses efforts de coordination et de cohérence des politiques avec d'autres organisations internationales afin que celles-ci placent l'emploi et le travail décent au centre de leurs décisions.

Les ministres considèrent important que le G20, le G8 et d'autres instances du système multilatéral tiennent compte de cette question dans leurs débats et leurs décisions, et mettent ainsi en relief le caractère central de l'emploi et du travail décent dans une action internationale coordonnée pour affronter la crise et jeter les bases d'une nouvelle stratégie de développement dans un esprit démocratique et dans le cadre d'une nouvelle gouvernance mondiale.

Les ministres décident de renforcer leurs mécanismes de coordination dans la région pour évaluer l'impact des politiques et contribuer ensemble à leur amélioration, en encourageant l'investissement public lié à la création d'emplois.

Santiago, le 15 janvier 2009.

(Signé) Carlos Tomada
Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale
Argentine

(Signé) Carlos Lupi
Ministre du Travail et de l'Emploi
Brésil

(Signé) Claudia Serrano
Ministre du Travail et de la Sécurité sociale
Chili

(Signé) Javier Lozano
Ministre du Travail et de la Sécurité sociale
Mexique

Annexe III

Dialogue between the social partners – Responding to the crisis: Growth, decent work and stability (Lima, 24 February 2009)

A. Comments by the Employer representatives

The Employers who have participated in this dialogue appreciate the presentation by the Regional Office and wish to highlight the following points.

1. Introduction

There is broad agreement with the general view regarding the seriousness of the current economic and financial crisis. This is not a crisis that was caused in the developing economies and in particular it is not a crisis that was brought about by weaknesses in the Latin American economies. The real economy of the region is being hard hit by a situation that has clearly arisen as a result of regulatory failures in the financial markets of developed countries.

It would seem that the outlook for the future evolution of this downturn has not been clearly determined, and the capacity of governments, central banks, businesses, workers and society in general to respond with effective, sustainable and relevant measures undoubtedly plays a significant role in this uncertainty. This situation had lent credence to the concept of sustainable enterprise, all the more so if recovery is to be firmly rooted in the only factors – the regulatory and institutional environments – that can consolidate such recovery in the long term as part of a process of sustained growth and development.

Although the financial situation of some of the countries in the region is more favourable now than in previous crises, there are some characteristics which are specific to the region and which might heighten the impact of the crisis and limit the region's capacity to respond. In this regard, attention should be drawn to the balance of payment deficits and the difficulties in gaining access to both the local and the international funding necessary to mitigate the crisis.

The Employers share the social concerns of the general public with regard to the scope of this crisis in terms of job losses. Job cuts are an obvious matter of concern for an enterprise. The Employer representatives firmly believe that employers in their countries are approaching the current situation with solidarity and are calling for effective lending, regulatory, fiscal and administrative measures that will make it easier for enterprises to maintain employment levels and create the conditions in which agreements can be reached with workers on the application of specific mechanisms that make it possible to retain workers without endangering the survival of the enterprise.

2. Policy recommendations

In the light of the above, the Employer representatives who share the views expressed in this document understand that urgent measures need to be taken to try to mitigate the

impact of the crisis on the region's socio-economic achievements and improvements. On this point, such measures should be clearly incorporated into the principles agreed upon at the G20 Summit last November: a free market economy, respect for the rule of law and private property, free trade and investment and the maintenance of competitive markets. It is especially important to underscore the need to ensure that the economic crisis, as a temporary situation, does not lead to a change of course as far as structural issues are concerned, specifically with regard to the belief that has been shared for years that the region must continue to make progress in ensuring better conditions of legal certainty and the proper functioning of institutions in systems that are democratic and based on freedom in all its dimensions.

In view of the basic factors mentioned above, Employers are seeking convergence in this regard, especially in the light of the current context, taking into account a number of key factors to facilitate recovery:

- It is a matter of absolute priority that businesses, workers and society at large clearly perceive the restoration of a climate of confidence that will allow a return to stability and enable individuals and enterprises to plan future transactions and projects. This climate of confidence will be achieved when it becomes clear that the causes of the crisis are being addressed, and not just its consequences.
- More efficient and transparent regulation of financial systems within a framework of close coordination and cooperation at the international level. The role of central banks, financial systems and the supervisory bodies for the stock markets in establishing structures for transparent and coordinated regulation is absolutely central in this regard. The changes here should be aimed at introducing better regulations, not necessarily more regulations. The crisis has clearly shown that markets need effective regulatory frameworks that protect both individuals and enterprises without altering or hampering their basic function of stimulating the growth of the economy as a whole.
- The sound and sustainable use of fiscal stimulus packages, ensuring that they are aimed at increasing the level of expenditure by the end beneficiaries and that the private sector is not displaced by large-scale public investment programmes.
- Respect for the fundamental principles and rights at work contained in the ILO Declaration of 1998.
- Promoting and developing the potential of policies and initiatives that are being developed by enterprises on a voluntary basis in accordance with the concept of corporate social responsibility, to add a business ethics dimension to the aspirations and purpose of government legislation and regulations.

On this basis, a balanced policy approach should take the following into account:

- While not excluding the possibility of large-scale public action through investments in infrastructure and the intensive use of labour to stimulate job creation, as specific measures in the current situation (especially those targeting unemployed heads of household), the economy will not undergo sustained recovery without a firm commitment to the creation of SMEs and the improvement of the SME regulatory environment. SMEs are the largest employer in the region and sustained job creation clearly depends on support for such enterprises, as has been indicated.
- Improving liquidity and easing, as far as possible, current lending restrictions. Enterprises need liquidity for investment and wages, as well as financial support to maintain employment.

- Also looking beyond the current situation to a sustained recovery over time, the priority is to maintain support for education and training as these are key factors for future growth and productivity. Maintaining in this regard a set of skills that is tailored to the needs of the labour market will help ensure the provision of the necessary skills that are required in any development process. In this context, matching educational policies and vocational training systems to the evolving needs of the productive system necessarily requires the establishment of channels for closer collaboration between the two aspects and a focus on two key concepts: employability in pathways to decent and productive work, and the promotion of entrepreneurship.
- Maintaining support for the liberalization of trade and investment and avoiding the use of new tariff barriers. Safeguarding an open global economy has clearly been having an impact on poverty reduction, the availability of more products at more competitive prices for all sectors of society and the advancement of democracy and the freedoms that support it. In this regard, it is essential to continue to make progress towards productive integration at the regional level, so as to be able to provide a joint response to the crisis.

3. *The role of the ILO*

The current financial and economic crisis presents a set of challenges that go beyond the competence and the mandate of the ILO. The ILO is not equipped, as it is not part of its mandate, to address the causes of the crisis, although it can play an important role in promoting ideas and addressing some of the effects of the crisis.

The ILO can play a key role in terms of helping to create the conditions that will make it possible in each case to translate national strategies for tackling the crisis into processes that receive maximum support from the social and economic actors. The aim is to make maximum use of the technical capacities of the Organization, its tripartite composition and its proximity to and knowledge of all dimensions of employment, which is particularly relevant in all policies designed to promote post-crisis recovery, with the aim of mitigating some of the effects, especially in the labour market.

In this context, the Employer representatives who participated in the preparation of this document consider that the role of the ILO should therefore strengthen the following aspects:

- Social dialogue, as a tool for developing national policy frameworks that establish measures designed to tackle the crisis and, at the bipartite level, in terms of reaching possible agreements to place priority on retaining employment and future employment in the enterprise, as well as the measures and incentives necessary to support this course of action.
- Analysing regularly and with appropriate frequency the impact of the crisis on labour markets, providing updated statistical information at intervals on the trends in the impact, to give sufficient lead time for decision making and social dialogue.
- Gathering best practices and examples of public initiatives, in partnership with employers, in order to tackle the most damaging effects of the crisis with regard to regulations and measures to promote job creation, the development of networks and measures relating to social protection, employment intermediation, retraining, etc.
- Providing information on and discussing ways to encourage the development of a business structure in SMEs in the context of the crisis.

- Promoting the concept of “sustainable enterprise” and helping bring it into line with the region’s current situation, as agreed in the context of the 96th Session of the International Labour Conference, looking in particular beyond the current situation at strengthening the institutions and governance systems that nurture enterprises. This means ensuring that human, financial and natural resources are combined equitably and efficiently in order to have a sustainable and positive impact on innovation and productivity. In order to enhance the conditions for decent work, it is necessary to explore further the sustainability of the enterprise itself.

B. Comments by the Worker representatives

The following considerations are intended as a tentative first attempt at an analysis that should be carried out in greater depth and lead to proposals for promoting and defending decent work.

1. *Diagnosis: The nature and extent of the crisis*

- In addition to the current financial crisis, which has arisen as a result of the “casino economy”, the production, food and environmental crises will also deepen the decent work deficit.
- In the build-up to the current crisis, the warnings and proposals of workers and their organizations, and of other sectors of civil society, have not been heeded.
- It is also important to make clear that the *anti-ethical* and greedy behaviour that has led to the crisis should be scrutinized.

Analysis carried out by the Trade Union Confederation of the Americas (see attached document)

- A. Some analyses are already tending to suggest that the impact of the crisis will be greater at the “periphery” than at the centre. In the case of Latin America and the Caribbean, we should start by stating that until 2008, the countries in the region had been benefiting from a “summer” of six years, with average economic growth of 5 per cent in 2002–07, and 4 per cent in 2008, a rate of growth comparable only to that of the 1970s, which was part of the long cycle that began after the Second World War. By 2008, the “lost decade” of the 1980s had been left behind, as had the 1990s, the decade of neoliberalism and structural adjustments. Comparatively speaking, this period is better because the growth has extended to all countries, and not only to the largest ones that determine the average (Brazil and Mexico), which grew at a slower rate than the 8–9 per cent of Argentina, the Bolivarian Republic of Venezuela and the Dominican Republic, or the 7–8 per cent seen in Costa Rica, Panama, Peru and Uruguay.

As a result, some of the labour indicators also improved (unemployment, quantity and quality of employment, purchasing power of wages).

- B. This positive development was the result of the international cycle, in the sense that it increased the demand for “commodities” (minerals, oil, food); made it easy to take on debt; guaranteed a flow of exports; and provided other income to these economies, resulting in growing current account surpluses, something new in Latin America and the Caribbean. Now, the situation is reversing as seen in the following:

- Lower prices for raw materials: oil is an extreme example (from US\$150 to less than US\$50 a barrel), but this is also affecting copper, soya, wheat, and sunflower oil. In addition there is less demand, which has an obvious impact on countries specializing in such commodities, such as the Bolivarian Republic of Venezuela, Mexico, Ecuador, Chile, Bolivia, Peru, Argentina and Uruguay.
- Falling demand for industrial products, for example, from the car industry in Mexico and Brazil.
- Reduction in the flow of foreign direct investments and, in general, in low-interest bank loans. In the countries of origin, the benefits of remaining within the domestic system, where the credit risk is easier to manage, will be considered and conditionalities will be applied. If the money leaves those countries, they will seek safe investments, such as US treasury bonds (and gold). This factor has an impact in countries like Brazil that have made capital inflows a central element of their macroeconomies. The same effect is produced when local investment funds (or even savings banks) shed assets for the same purpose, thereby contributing to the collapse in the value of shares or savings in private pension schemes (very strong in Chile, Mexico and Argentina).
- Although the banking sector in Latin America and the Caribbean was little exposed to financial derivatives, it is natural for it to reduce credit and make it more expensive; the sector's foreign component undoubtedly plays an important role in that it remains subject to the defensive policies of head offices, leading even to the sale of assets abroad.
- There may also be a flight of local capital. In Argentina and Brazil there has already been a marked increase in this tendency; in the last months of 2008, the total for Brazil was US\$13 billion, and for Argentina US\$23 billion, a figure far higher than the US\$19 billion of the 2001 crisis.¹
- The direct impact of the bursting financial bubble on Latin American companies that had invested in placements. This is the case for Brazilian enterprises (Sadia, Aracruz and Votorantim) and Mexican enterprises (Comercial Mexicana, Vitro and Cemex).
- The advances in combating tax evasion – one of the positive aspects of the period of growth – will very possibly be put to the test in the new phase.
- Where foreign tourism is significant (9 per cent of regional GDP), there will be a reduction in financial flows as a result of decreased spending, which will in turn have a negative impact on the construction and property industries.
- Where remittances of migrants abroad are significant (almost 20 per cent of GDP in some countries of Central America), the crisis will reduce this source of income, and, as a secondary effect, a flow of returnees can be predicted. In Mexico, it is estimated that total remittances will drop by 15 per cent in 2009. Furthermore, 35 per cent of migrants in the United States of America want to return home because of the prospect of increasing unemployment among Hispanic workers in that country.

¹ In Argentina, the problems include the increasing transfer of profits of foreign enterprises (which rose from 1 per cent to 2 per cent of GDP in 2004–08). The flight of capital was also high in 2007 (US\$9 billion).

- Apart from the effect of lay-offs, it is expected that the unemployment rate will increase because of the growth in the number of women, who until now had tended to stay at home, seeking employment (especially in Chile).
- C. There is also an element of intra-Latin American contagion. For example, Brazil's flagging dynamism (and the distinctive pattern of devaluations) will have a strong impact on the country's Mercosur neighbours in three areas: trade flows, investment flows and tourism. A similar situation can be seen between Mexico and other Central American and Caribbean countries. Furthermore, it is expected that tensions will appear in the subregional integration processes reflected in derogations to agreements that have already been reached (this has already been seen clearly in Mercosur, in the case of Brazil and Argentina).
- D. On another level, some groups have started to exert pressure with a view to the adoption of certain measures and the rejection of others on the labour front in order to encourage greater labour flexibility and mitigate the policy of lay-offs.²
- E. It is clear, moreover, that countries which pursued a policy of reducing the debt burden and accumulating reserves during the boom are now able to soften the blow of the crisis. On the other hand, an obvious deficit in the economies of the region, except Chile and to a lesser extent Peru, was the failure to build up counter-cyclical funds during the period when it was possible to do so because of high foreign demand. Argentina is a particular case in that it approved such a fund in 2006, but the Government did not contribute to it at all during the following two years or so.

Another counterbalancing element is that the lower commodity prices resulting from the lower global demand will undoubtedly lead to a decrease in domestic inflation, which was being felt strongly throughout the region and reflected in a 10 per cent annual rise in prices. The final outcome will depend on the inverse effect resulting from the devaluations.

- F. Consequently, the vicious circle of problems caused by the crisis has a common basis, but is reinforced by crucially important external factors. In particular, the halving in fiscal resources, from abroad and from domestic taxation, changes the previous situation of some countries that used to use a significant part of those resources on procyclical public spending (including social and anti-poverty spending in Brazil and Uruguay). In some cases (for example, in Argentina) those resources were also used to subsidize the cost of basic goods.
- G. Some countries in the region have experienced the same trends which led to the financial crisis as industrialized countries. A noteworthy example is Mexico, where throughout this decade both the traditional banks and the new banks (such as those linked to supermarkets) have overextended spending by granting accounts (mostly credit cards, totalling 52 million), without any requirement for guarantees, to lower-middle income groups, at very high rates of interest. Even in 2008, a high percentage of these (10 per cent) seemed likely to be irrecoverable. Most of this phenomenon is attributable to branches of North American and European "megabanks". Another noteworthy example is the fact that, recently, Chile encouraged members of private

² In Mexico, the Government raised the issue of the advisability of including the postponed labour reform among the counter-cyclical measures, which have important elements for improving flexibility. In Chile, there is pressure to postpone the decision on Sunday pay for workers who did not receive it before. In Brazil, President Lula has taken a stance on this dilemma, describing it as "absurd" to want to increase turnover when it is already very high.

pension insurance companies to move from traditional investments to more innovative, high-risk investments (“Fund A”), which, since they account for more than 90 per cent of total investments, explains the great loss of savings in recent months (20 per cent of total savings, equivalent to nine years, or US\$20 billion, which happens also to be the total amount of the accumulated anti-crisis fund). It has also been reported that, in Brazil, the “special cheque” has stimulated spending based on rates of interest that are even higher than usual.

- H. It is also clear that this period has also seen setbacks in the structural development of the countries in the region, in that, in response to global demand, there has been a “reprimarization” of production, which is not consistent with the needs of full industrialization.

2. Policy proposals: A new basis for overcoming the financial crisis

- The crisis has seen temporary factors (mainly, but not exclusively, financial) interacting with other elements of a structural and historical nature, as well as more recent developments. Thus, *any attempt to address the crisis must also address structural factors* if new foundations are to be laid for sustainable, ethical development with social justice.
- The structural factors include:
 - (a) Unfair distribution of wealth.
 - (b) Geo-economic integration within individual countries, given that national economies are sustained by three or, at the most, four regions, which generate 70 per cent or more of world GDP.
 - (c) Unequal economic exchanges and protectionism on the part of the larger economies.
 - (d) A high level of technological and scientific dependence.
 - (e) A low level of social participation in the definition and monitoring of public policy.
 - (f) A lack of policy coordination and a failure to focus on work, with a number of consequences. The most important of these are a dearth of integrated public policies on full employment and the absence of an “employment anchor” in the operating criteria of central banks, which now concentrate mainly on inflation control.
 - (g) The strengthening of the State as a regulatory body that acts as a catalyst and a redistributor of wealth.
 - (h) Inadequate social protection coverage.
 - (i) Social exclusion, even in areas traditionally the domain of public services, such as education and lifelong health.
 - (j) The lack of national occupational safety and health systems.
 - (k) Gender inequality, etc.

The International Trade Union Confederation (ITUC) set out the position of the international trade union movement in a series of documents made public in September, November and January. These texts included the “Washington Declaration”, published in November, just before the G20 Summit, followed by an assessment of the Declaration by the countries represented at the Summit. In January, the ITUC presented the document *No to the casino economy!* at the World Social Forum (Belem). The following is a summary of that position.

- A. The trade union movement maintains its critical attitude towards a global governance based on the existing model of globalization, the central thrust of which is unfair trade, which has increased inequality between and within countries, between capital and labour, and between the rich and the poor. The movement believes that, in the light of the crisis, the time has come for change and for trade unionism to take its seat at the negotiating table. This approach requires that a global “new deal” be established, involving the creation of an international system of economic governance that will pave the way for more inclusive, fairer and more democratic outcomes. The overall aim is to go beyond the re-regulation of the global financial markets and currency systems, in order to tackle all the imbalances of growth and capital flows, as well as attempting to combat the crisis of distributive justice, thus ensuring a more balanced growth of the global economy.

It is time to build an economic system that is environmentally sustainable, socially just, and balanced in geo-political terms. Economic growth should create decent jobs and protect the environment and its benefits should be shared, so that the unprecedented levels of inequality we face today are significantly reduced.

The new economic system also needs to generate “green growth”. Apart from the urgent need to ensure the survival of our planet, environmental protection provides huge opportunities for job creation. Public investment in infrastructure, public transport and renewable energies is needed all over the world. Economic growth can be supported by ecologically responsible investment.

- B. Against this background, the current recovery plans are necessary, but insufficient. It is not enough to inject money into the economy; we need to change its basic principles.
- C. The agenda at the international level centres on the following elements.
 - The defence of multilateralism, setting fair rules for world trade, to support national development plans and prevent inequalities from deepening. Adopting controls to limit speculative behaviours in trade exchanges, including commodities and energy markets. This multilateralism must embrace employment-related issues as a core element.
 - The building of a new financial architecture and global economy,³ given that none of the existing institutions has the scope or the credibility to take on this

³ The expression “Back to Bretton Woods” is often used, but this should be interpreted as going beyond the original accord. Both the G20 and the ITUC believe that there is a need to go further. The “Global Keynesianism” placed on the negotiating table back then was an audacious proposal to restructure the international economic order: the new global organizations created (the IMF and the World Bank) were to be responsible for ensuring the coexistence of free trade and a system of protection, based on a credit-adjustment mechanism under which countries with a trade surplus would be sanctioned. Such countries would either have to accept measures against their exports, or open up their domestic markets further in order to absorb imports originating from countries with a

task. There must be parity of voting power with regard to the industrialized countries, as well as, more generally, changes to global governance, carried out with the participation of groups of countries that are broader in their membership than the G8, such as the G20. Other points include: the application of a “Tobin tax”; the regulation of foreign investment and capital flows (including compliance with internationally recognized standards on governance and transparency); the opening up of IMF emergency loans, and an increase in the assistance given by the World Bank and United Nations bodies to developing and emerging countries whose balances of payments have been affected by the financial and food crisis, with “positive conditionality”; the control of international financial transactions, as well as the derivatives market, limiting speculation and ensuring that markets focus on their role of financing enterprise; the public accountability of central banks; an end to offshore tax havens and other fiscal paradises; and the creation of a global social protection fund. The financial sector must make the economy based on solidarity a priority, promoting cooperatives, mutual systems and microfinance schemes, including in developing countries. The salaries of managers, bankers and other financial intermediaries should be regulated.

- The achievement of the historic goal of setting aside 0.7 per cent of the GDP of the industrialized countries for development cooperation, leading to increased quality in this field.

D. At a national level, the State needs to recover its rightful position. Public intervention is the sole guarantor of social cohesion, ensuring socially just and sustainable outcomes. Policies to protect pension schemes are required, as well as the establishment of decent minimum wages and real salaries in line with productivity gains, and respect for the right of the workers to form free trade unions and to negotiate collectively on the redistribution of profits.

3. **The role of the ILO: The Decent Work Agenda**

Decent work in the Americas: An agenda for the Hemisphere, 2006–15 is more relevant than ever. In this regard it is important to:

- Emphasize that, in the case of a number of Decent Work Country Programmes, much remains to be done regarding the freedom of association and collective bargaining dimension, which is essential to the promotion and defence of decent work.
- Establish *agreed decent work indicators* to allow for adequate monitoring, with a view to taking the necessary preventive measures.
- Strengthen the cross-cutting nature of gender equality and non-discrimination policies, focusing in particular on *those sectors seriously affected by the crisis*.
- Achieve *higher levels of integration and retention within a high-quality education system*, as well as continuity of training, and reduce the number of students repeating a year at school and drop-out/expulsion rates.

trade deficit. Each debtor country would have the right to a line of credit within an international payments system, supported by a compensation mechanism and a global reserve currency (the “bancor”). In practice, no agreement was reached and the post-war trend was towards a “creditors’ economy” (that is to say, the rich countries), rather than a “debtors’ economy”, with the international financial institutions (IFIs) acting as guarantors.

- *Reclaim education as a human right that is guaranteed as a matter of public policy, rather than being subject to market variables*, which have restricted access to secondary, technical and higher education for people from lower-income backgrounds and are a major factor in creating debt. Education and vocational training must contribute to the all-round development of the individual, facilitating integration into the workforce and career development.
- Strengthen and, if need be, alter public social protection policies, in order to safeguard and progressively increase coverage, universality and solidarity. As to social security, the savings that have been lost must be recovered and guaranteed.
- *Prioritize the promotion, defence and effective exercise of fundamental rights, in particular freedom of association and collective bargaining*, as a matter of public policy.
- Broaden social dialogue to include both *decent wages and working conditions*.
- Create and/or strengthen (where they exist) tripartite bodies for prevention, mediation and conciliation.

Social dialogue and tripartism

The challenge inherent in counter-cyclical plans for Latin American and Caribbean societies lies in how to face and overcome obstacles regarding feasibility, and social dialogue is a key instrument in ensuring that such plans enjoy the necessary level of consensus. *The pillars of social dialogue are freedom of association and collective bargaining*. Trust, credibility, the right to information, as well as the political will on the part of the actors to reach agreements, are all essential elements in achieving effective social dialogue. In all this, the ILO has a vital role to play.

The international dimension of the crisis

The transformation of the global system of governance requires the participation of the ILO, which must play a leading role at an international level in providing a response to the crisis based on employment and social justice, in conformity with the mandate provided by the Declaration on Social Justice for a Fair Globalization.

We endorse the criticism expressed by the Global Unions (ITUC, TUAC, and the Global Union federations) regarding the G20 statement of last November, which did not acknowledge the need to include the ILO despite the fact that it is part of the United Nations system.

- The Office must carry out periodic assessments of the progress made regarding the objectives set in May 2006 in Brasilia.

Annexe IV

Responding to the Economic Crisis – Coherent Policies for Growth Employment and Decent Work in Asia and the Pacific (Manila, 18–20 February 2009)

Summary Report of the High-level Regional Forum convened by the ILO, Asian Development Bank, and Department of Labour and Employment of the Philippines¹

I. Introduction

Together with the Asian Development Bank (ADB) and the Department of Labor and Employment of the Philippines, the ILO organized a High-level Regional Forum on Responding to the Economic Crisis – Coherent Policies for Growth Employment and Decent Work in Asia and the Pacific, on 18–20 February in Manila. The Forum responded to the call of the Officers of the Governing Body, at the November 2008 session, for regional consultations on the impact of the global financial crisis and policy responses. The Forum was made possible with the assistance of the Government of Norway.

Participants included ministers and senior government officials of employment and finance departments, economic and social policy experts, representatives of international organizations and leaders of employers' organizations and trade unions.² The format of the Forum provided for review of a series of reports on current developments in the countries of the region and in-depth examination of policy responses. It was structured into deliberations on impact and policy response at five levels: (a) global and regional, (b) country; (c) key areas for coherent policy response; (d) mechanisms for policy coherence across institutions; and (e) tripartite review of action to respond to the crisis.

As highlighted in the regional overview paper prepared for the Forum,³ the impact of the global financial crisis on Asia built up during the last quarter of 2008 and into 2009 as exports plummeted leading to factory closures and large-scale layoffs in the more export-reliant countries. GDP growth in Asia fell from 7 per cent in 2007 to 5 per cent in 2008

¹ Complete meeting documents, including the programme, list of participants, the regional overview paper and other thematic and country papers, are available on the Forum web site, www.ilo.org/asia/whatwedo/events/lang--en/WCMS_101303/index.htm.

² Eleven countries sent delegates: Bangladesh, Cambodia, China, India, Indonesia, Malaysia, Pakistan, Philippines, Thailand and Viet Nam. Representatives from Japan, Republic of Korea and Singapore attended as observers.

³ ILO: *The fallout in Asia: Assessing labour market impacts and national policy responses to the global financial crisis*, Bangkok, 2009.

and is expected to decrease further to 2.3 per cent in 2009.⁴ The Office estimates that unemployment in the Asia-Pacific region could rise by more than 23 million in 2009. As stressed by Secretary Roque of the Philippines in opening the Forum, a considerable number of businesses in Asia and the Pacific were on the brink. Governments were seeking to counteract the downturn.

The ADB Vice-President for Knowledge Management and Sustainable Development, Ursula Schaeffer-Preuss, called for coherent policies focused on economic but also including social and environment dimensions that incorporate three elements: employment programmes generated by infrastructure needs in rural and urban poor communities, mechanisms to protect poor and low-income households, and social expenditure for health and education to build human capital.

UN Assistant Secretary-General for the Department for Economic and Social Affairs, Jomo Kwame Sundaram, gave a comprehensive analysis of the origins of the crisis, the policy options and the importance of a globally coordinated response. He proposed priorities for reform: strengthening of counter-cyclical financial regulations, to better prevent and manage crises, capital account management techniques to stem undesirable or excessive capital inflows, affordable financing for productive long-term investment, stimulating domestic demand, especially for job creation to offset weakening foreign demand, and building and improving physical and social infrastructure. Universal social protection was a preferred option rather than targeted safety nets, especially in a crisis situation. He recommended fiscal stimulus even in countries with limited fiscal space and warned that protectionist measures were likely to increase, with negative impact on small countries.

Sachiko Yamamoto, ILO Regional Director for Asia and the Pacific, highlighted the findings of the regional overview paper, providing an assessment of the economic and labour market impacts of the crisis and the national policy responses in the region. She noted that contract workers, international migrants, workers in export and manufacturing sectors and young jobseekers are particularly vulnerable. She emphasized that concerted regional action focused on creating employment and income to stimulate consumption and domestic demand was required. This called for measures that maximized the employment impact of fiscal stimulus packages, protecting the poor and the vulnerable, supporting small and medium-sized enterprises and a “green recovery”. In addition, Ms. Yamamoto underlined the importance of involving social partners in policy design at all levels, ensuring the respect for core labour standards, and the need for more balanced growth strategies in developing Asia.

II. Common findings on areas for action to respond to the crisis

A series of common findings on areas for action emerged from breakout group discussions among the participants. They focused on four main areas: job creation and protection, social protection, social dialogue and respect for workers’ rights, and international and regional support.

⁴ ILO estimates based on IMF: *World Economic Outlook Update: Global Economic Slump Challenges Policies*, January 2009.

(i) Job creation and protection:

- Appropriate expansionary monetary and fiscal policy measures to stimulate consumption, domestic demand and job creation.
- Support for national tripartite mechanisms to develop coherent policies for employment growth and employment protection.
- Support for enterprises, especially SMEs.
- Employment-intensive public works programmes, including infrastructure.
- Negotiated agreements based on collective bargaining for flexible hours, wages, temporary layoffs and severance packages. Respect for core labour standards and existing labour laws.

(ii) Social protection:

- Support for vulnerable groups, including through conditional cash transfer schemes and expanded social insurance measures.
- Phased expansion of coverage of unemployment benefits, medical care and pensions.
- Minimum wages for informal workers.

(iii) Social dialogue and respect for workers' rights:

- Develop and strengthen legal framework for social dialogue.
- Provide capacity building for social partners.
- Respect for international labour standards, labour laws and decent work.
- Tripartite consultation on policy design and implementation to also include civil society representation and a gender-sensitive approach.
- Ensure transparency in negotiations.

(iv) International and regional support:

- Ensuring official development assistance (ODA) flows and multilateral support for vulnerable countries with reduced policy space.
- Strengthen international and regional economic policy coherence, including trade cooperation and the removal of trade barriers.
- International organizations to focus on capacity building, including in formulating stimulus packages.
- Minimal conditionality on loans through the international financial institutions (IFIs).
- ILO action to embed the Decent Work Agenda at all policy levels through consultation, dialogue and capacity building.

III. Issues raised in policy discussions

(a) Global and regional impact and policy response

Export growth had helped the growth of the developing economies of Asia, but the sudden cut in foreign demand was damaging and suggested that the urgent policy priority was now the generation of domestic demand. Counter-cyclical fiscal stimulus packages and boosting the spending power of low-income groups were seen as the most effective way of making this shift. Long-term investment was needed from development banks to increase output and employment. Social protection needed to be expanded in order to support vulnerable low-income groups. The ADB estimated that the crisis could increase the number of poor living below the US\$1.25 per day poverty line by 20 million in the region.⁵ There was general acknowledgement that financial liberalization had outstripped regulation at the global level, increasing country and regional vulnerability. There were also fears of a protectionist reaction that could adversely affect labour markets and recovery.

Export-reliant countries hard hit

The more export-reliant countries in the region had bigger downturns in their GDP growth. Chinese GDP growth had dropped from 13 per cent in 2007, to 9 per cent in 2008, and was forecast to drop further to 6.7 per cent over 2009.⁶ In Japan, the economy was expected to shrink by 2.6 per cent in 2009. Meanwhile, growth in the ASEAN-5⁷ was forecast to fall from 5.4 per cent in 2008 to 2.7 per cent in 2009. In comparison, the less export-reliant countries have experienced more moderate, though still significant, downturns. For example, in India where manufacturing exports represent less than 10 per cent of GDP, growth was forecast to drop from 7.3 per cent in 2008 to 5.1 per cent in 2009.

Other economies extremely vulnerable

Other countries have also been impacted. Foreign direct investment (FDI) to developing countries is forecast to fall, which will impact enterprises and jobs. Major FDI recipients such as Cambodia, Fiji and Singapore are expected to be hit hard. Migrant remittances are likely to drop. This could have a profound effect on countries such as Bangladesh, Nepal, the Philippines, and Sri Lanka. Another major concern is falling domestic consumption and investment, which often comprise a larger share of GDP than exports.

Furthermore, the crisis of surging food and fuel prices before the financial crisis had already led to increased budget and balance-of-payments problems. Countries with limited fiscal space may also suffer from a potential decline in ODA.

Severe impact on the labour market

The ILO expected that the impact of this fall in GDP growth would be to increase unemployment by 23 million in 2009, nearly 6 per cent of the labour force in Asia and the

⁵ *Coherent Policies for inclusive Growth and Decent Work – Challenges of the Global Economic Slowdown in Asia*, Keynote address by Dr. Ursula Schaefer-Preuss, Vice-President, ADB.

⁶ IMF: *World Economic Outlook Update: Global Economic Slump Challenges Policies*, January 2009.

⁷ The ASEAN-5 group includes Indonesia, Malaysia, the Philippines, Singapore and Thailand.

Pacific. Impact on the conditions of work could be judged by the number of vulnerable workers, own-account workers and unpaid family workers. The Asia-Pacific region had 1.08 billion such vulnerable workers in 2008, some 60 per cent of the workforce, and these could increase by as much as 60 million in 2009. The pressures of reverse migration from downturns in receiving countries, cuts in the use of contract and migrant labour, and the virtual halt in hiring of young people who were already experiencing high unemployment rates, all added to the enormity of the challenges confronting the labour markets in the region. As a result, the numbers of working poor could increase by as much as 140 million by 2010.

(b) Country perspectives

- **Indonesia:** The crisis had been preceded by high inflation and monetary tightening. In the third quarter of 2008, exports fell along with FDI inflows. The stock market fell, and the exchange rate depreciated, depleting reserves. The impact on unemployment estimated so far was an increase of half a million. The policy response had been a combination of monetary and fiscal stimulus measures, complemented by a World Bank support loan of \$1 billion.
- **China:** Even during years of rapid growth, China had faced a substantial jobs deficit in part due to an increasing workforce and labour shedding as state-owned enterprises reformed. The slump in export demand due to the crisis had led to factory closures, with an estimated 20 million rural migrant workers laid off and 7 million recent graduates unable to find work. Policy had focused on a \$586 billion reflationary package, aimed at reducing interest rates, generating demand, creating jobs and strengthening social protection.
- **Philippines:** Growth prior to the crisis had not generated sufficient employment opportunities, resulting in increasing inequalities and a domestic market supported mainly by remittances. Exports had been hit by the crisis, domestic and foreign investment had dropped and unemployment was rising. Since October 2008, over 80,000 workers had been displaced and around 5,000 overseas Filipino workers had been repatriated. Fiscal policy was focused on increasing public spending for infrastructure and social transfers.
- **Viet Nam:** With the next highest GDP growth rate in the region after China, growth in Viet Nam had been sustained by very high levels of investment. Rising labour costs in China had also begun to divert production to Viet Nam, not only in garments and footwear, but also in electronics and heavy industry like steel. Hence, FDI inflows had also surged. The high GDP growth had stoked double-digit inflation prior to the crisis while a mounting current account deficit had depreciated the exchange rate. Cyclical policy to counter both had raised interest rates. Falling export demand now threatened gains in employment and poverty reduction.
- **Pakistan:** GDP growth of 5.8 per cent was hit by a rising fuel bill and food and fuel subsidies. This raised inflation and depleted currency reserves. Monetary tightening prior to the global financial crisis had raised interest rates. The crisis led to further outflows of FDI and portfolio capital, necessitating an IMF loan. A Letter of Intent signed with the IMF had led to a pro-cyclical policy of increased interest rates and a lowered budgetary deficit. As a result, GDP growth was expected to halve, registered unemployment was rising, and poverty gains were expected to be reversed.
- **Thailand and Malaysia:** The Asian financial crisis of the late 1990s had been compounded by deflationary policies that amplified negative social impacts. Recovery from the 1997 crisis had been based on an increase in exports, helped by depreciating exchange rates and strong global demand. The current crisis had led to a

fall in global export demand thus precluding this policy option. Recovery had to be based on a stimulus package to generate domestic consumption demand. Malaysia had lowered interest rates and was expected to raise the size of its stimulus package.

(c) Key areas for coherent policy response

The primary channel transmitting the global economic crisis to the region had been a contraction in demand for exports. The Asian region, and particularly East and South-East Asia, had increased its reliance on exports from 37 per cent in 1997, to 47 per cent by 2007. Further, 60 per cent of the final demand for Asian exports came from developed countries. Hence, the contraction in incomes in the United States and Europe had drastically reduced their demand for exports from Asia. In China, for instance, export growth had contracted by 17 per cent in January 2009, compared to January 2008, the largest contraction in a decade.

The ILO had warned of the region's over-reliance on exports at the August 2007 Asian Employment Forum and on the need for restoring balance in the drivers of growth, by increasing reliance on the domestic market and consumption.⁸ Consumption had been weak in East Asia particularly, because of a weakness in its underlying determinants, employment and wages. The Forum noted that growth in the region had gradually become more capital-intensive, and more job weak. So a more coherent and balanced growth strategy was needed that relied on both exports and the domestic market, which in turn implied more emphasis on employment and incomes to support the domestic market.

Counter-cyclical policy for generating demand and employment

The Forum reviewed several macro policy instruments to generate employment and improve the wage share to raise consumption and domestic demand in the region. Monetary policy had to be loosened and interest rates pushed down to reduce the cost of borrowing for enterprises to grow and generate employment. This was being followed in a number of countries. Fiscal policy had to be expansionary, raising government expenditure, especially in infrastructure which was labour-intensive. Several countries had announced such packages.

Rising external and budgetary deficits

A second channel for spreading the impact of the crisis had been rising deficits, both external and budgetary, caused mainly by rising food and fuel prices during 2007–08. The large increase in fuel and food prices also spiked inflation and drained budgetary resources for governments attempting to cushion consumers through subsidies.

In addition, the current global financial crisis had led to a capital outflow from developing countries, exacerbating the current account constraint, and reducing investment, growth and employment. Pakistan had been particularly hard hit by this combination of balance-of-payments and budgetary deficits. Bangladesh, Indonesia and Viet Nam were also vulnerable on this count. A number of speakers at the Forum expressed concern that countries where the policy space to counter the downturn was limited needed support in finding a better balance between stabilizing macro fundamentals and restoring growth and employment.

⁸ ILO: *Setting Policy Directions for Job Creation and Poverty Reduction*, Asian Employment Forum: Growth, Employment and Decent Work, Beijing, 13–15 August 2007.

Social dialogue is critical for effective policy responses

Social dialogue between workers' and employers' organizations and government was emphasized by many speakers as necessary to develop coherent policy responses to the crisis. Many speakers described efforts at national, sectoral and company level to activate mechanisms for dialogue and the development of consensual policy responses. Development of coordinated systems of industrial relations could help negotiate more coherent policies. At a time when economic developments threatened social progress and tensions were rising it was vital to enhance dialogue mechanisms to protect the most vulnerable, reverse the downturn and build a more sustainable recovery.

An explicit gender lens on policy

The Forum noted that with more women employed in export industries, the downturn was expected to hit women's employment hard.⁹ Existing social security systems in the region were also weaker for women because they were based on a model of regular employment for one male main income earner. This left women more vulnerable to the crisis, and also their children, given the relatively higher share of women's income going to the household. Policy responses therefore needed an explicit gender lens. Stimulus packages based on construction sometimes used a very low percentage of women, for instance.

Building an effective social floor

The Forum discussed the need to rethink social policy not as a cost but as an investment in human resources. Extension of basic social protection to all women and men should be part of the development agenda. The bill for social protection, as a percentage of GDP, was often not large, while its multiplier effect on economic activity was noted to be very high. Universal systems were preferred because they avoided costly administration, could be introduced fairly quickly and had a big impact on poverty reduction even if benefits were set at modest levels. Social protection put a floor under the consumption of the household and the economy. Enhancing the coverage of social protection therefore worked as both a social and fiscal stabilizer.

There was much interest in a presentation by the Deputy Secretary-General of the China Development Research Foundation, Tang Min, of a vision to introduce pensions, health insurance, free education and employment promotion for all low-income citizens by 2012, and for all Chinese by 2020.

The innovative experience of India's National Rural Employment Guarantee Act (NREGA) evoked considerable discussion. The NREGA guaranteed 100 days of work in the year for households, with 33 per cent of the employment reserved for women, on infrastructure projects. An estimated 1.4 billion person days of work was generated over 2007–08 at a cost of 0.5 per cent of GDP. The scheme offered work at the prevailing minimum wage for agriculture and was thus helping to ensure greater compliance with minimum wages in rural areas. Such a programme generated both employment and domestic demand, both critical for crisis policy, especially for countries with limited policy space. It was also noted that there was a vital role for the social partners to ensure that rights and benefits were respected by the local administrator of the scheme.

⁹ A. K. Dejardin and J. Owens: *Asia in the Global Economic Crisis: Impacts and Responses from a Gender Perspective*, ILO Technical Note, Geneva, 2009.

In large parts of Asia, migrants to the cities from rural areas had filled the jobs created by the export boom. While offering better earnings prospects than agricultural work, wages had often been low, employment contracts precarious and social protection weak. With falling export demand, returning domestic and international migrants¹⁰ needed both social protection and improved skills to survive and to return to employment.

Supporting sustainable enterprises

The ADB presented its work on structural transformation, based on evidence from Nepal, Pakistan and the Philippines. The study found spatial clustering of manufacturing sectors and offered new insights on ways in which public policy developed in dialogue with the private sector could support industrial development. Further work was suggested on the relationship between manufacturing and employment-intensive related services.

The Forum noted that both Bangladesh and Cambodia had been struck particularly hard by the downturn in garment exports. The policy response called for sustaining enterprises that were being squeezed between falling demand on the one hand, and increasing costs of scarce capital on the other hand. While countries could not control external demand, they could ease supply constraints through credit support, especially through microfinance for SMEs and promoting skills development programmes to increase productivity of their workforce.

The importance of a conducive environment for sustainable enterprises was a recurring theme especially in regard to the provision of finance for working capital, trade and investment.

(d) International and regional policy coherence

Ten years earlier, incoherent policies exacerbated the Asian financial crisis. The Forum urged that the current crisis required a more coherent policy response in Asia, with more consistent policy advice offered to both the countries initially impacted and those now suffering its contagious effects. The lessons learned from the previous crisis should not be forgotten, including the potential of regional mechanisms for financial coordination.

Coherence across institutions was particularly needed to support countries with reduced policy space for counter-cyclical expenditure for recovery from the crisis. Countries at the heart of the crisis were rightly following counter-cyclical strategies. On the other hand, more vulnerable countries, which were not responsible for the policy failures that led to the crisis, were left with few options.

ODA had to be maintained to support countries with limited fiscal space. An additional source of finance could be a social investment fund, possibly set up under the aegis of a regional institution like the ADB. Indeed the ADB was proposing to go to its Board for enhanced contributions for crisis support.

Dialogue across institutions through an international forum was also needed to ensure coherence of policies. Such a forum should represent both industrialized and developing countries, while also ensuring efficiency and effectiveness.

The involvement of ILO tripartite constituents was seen as indispensable for coherence and consensus on national policies to counter the crisis. A good example of

¹⁰ M. Abella and G. Ducanes: *The Effect of the Global Economic Crisis on Asian Migrant Workers and Government Responses*, ILO Technical Note, Bangkok, 2009.

national policy coherence was afforded by the Philippines Development Forum steered by the Department of Finance and the World Bank, which had been set up to allow policy dialogue across line ministries of the government, international development partners, the private sector, NGOs and academia.

(e) Conclusions: principles for policy responses

The Forum concluded with a tripartite panel which highlighted several key principles for policy responses.

- Governments should actively promote social dialogue at national, regional and local levels.
- Focus should be placed on the right to work, and rights at work, for formal, informal, and migrant workers, with additional attention on women's rights.
- Collective bargaining should be promoted as a means of conflict prevention, and as a tool for promoting better working conditions, higher productivity, and competitiveness.
- Policy should be framed through tripartite exchange of experiences, dialogue, and quick reaction to rapidly changing conditions.
- Asian economies should focus on stimulating domestic demand and purchasing power within countries, and across the region.
- Employment promotion and social protection programmes must be developed.
- Reduced fiscal space should be addressed through regional collaboration and greater international support.
- Decent work should be mainstreamed in all economic and social policies.

Annexe V

Résultats de la réunion préparatoire d'experts en vue du premier Colloque africain sur le travail décent sur le thème: «Faire face ensemble aux conséquences de la crise financière et économique pour les populations africaines» (Addis-Abeba, 27 et 28 février 2009)

Introduction

1. La réunion préparatoire d'experts a été convoquée par le bureau régional de l'OIT pour l'Afrique à Addis-Abeba les 27 et 28 février 2009. Elle avait pour objet de préparer le premier Colloque africain sur le travail décent sur le thème «Faire face ensemble aux conséquences de la crise financière et économique pour les populations africaines», prévu ultérieurement en 2009 à Ouagadougou à l'invitation et sous les auspices de S. E. M. Blaise Compaoré, Président du Burkina Faso, et en collaboration avec la Commission de l'Union africaine et l'OIT.
2. La réunion d'experts a contribué à renforcer les préparatifs techniques du colloque. Elle a en outre permis aux mandants tripartites africains de se préparer pour: i) le débat de la Commission de l'emploi et de la politique sociale du Conseil d'administration du BIT sur la crise financière (Genève, 17 mars 2009); ii) la réunion spéciale des membres africains tripartites du Conseil d'administration du BIT (Genève, 20 mars 2009); et iii) la réunion tripartite de haut niveau sur la crise financière et économique mondiale actuelle (Genève, 23 mars 2009) tel que demandé par le Conseil d'administration du BIT à sa 303^e session (Genève, novembre 2008).
3. Ont participé à la réunion des experts gouvernementaux, travailleurs et employeurs, la Commission de l'Union africaine, la Banque africaine de développement, la Commission économique pour l'Afrique de l'Organisation des Nations Unies, des universitaires ainsi que des fonctionnaires du BIT venant du siège et de la région.
4. Les participants ont rappelé que la Commission mondiale sur la dimension sociale de la mondialisation avait prédit bon nombre des événements qui ont mené aux crises financière, économique et de l'emploi mondiales d'aujourd'hui; ils ont souligné l'importance de la Déclaration de l'OIT sur la justice sociale pour une mondialisation équitable dans le contexte de la crise actuelle, et fait ressortir la pertinence du guide du CCS intitulé *Outils pour l'intégration de l'emploi et du travail décent* pour ce qui est de formuler une réponse appropriée pour faire face aux conséquences de la crise.
5. La réunion a pris note du projet de document de base préparé par le bureau régional de l'OIT pour l'Afrique et des exposés sous-régionaux présentés par les directeurs du BIT en Afrique, ainsi que de ceux venus du siège (Normes, Emploi, Protection sociale, Dialogue social, Institut international d'études sociales, Intégration des politiques et statistiques).
6. Les participants ont débattu de façon approfondie de la crise financière et économique afin d'examiner ses conséquences pour les populations africaines. A l'issue de la réunion, les résultats suivants ont été adoptés ainsi que l'«Ensemble de mesures contre la crise en Afrique: l'apport du travail décent» (ci-joint) comme réponse pour faire face aux conséquences économiques et à l'impact social de la crise financière et économique.

D'une crise financière mondiale à une crise financière et économique africaine

7. La réunion a noté que la crise financière et économique actuelle est l'aboutissement d'une série de facteurs sociaux, institutionnels et économiques systémiques déclenchée par la crise des crédits hypothécaires à risques aux Etats-Unis. La crise a maintenant englouti le monde entier, avec de graves conséquences pour l'économie réelle, les entreprises, les travailleurs et leurs familles en Afrique et ailleurs dans le monde.
8. La réunion a noté avec préoccupation que la crise financière et économique met en péril la croissance et les perspectives de développement de l'Afrique. Dans sa dernière mise à jour du 28 janvier 2009, le Fonds monétaire international (FMI) prédit que, en conséquence directe de la crise financière mondiale, la croissance de l'Afrique baissera et se situera au faible taux de 3 à 4 pour cent en 2009, tandis que les économies du continent avaient affiché un taux de croissance de 6,2 pour cent en 2007 et de 5,2 pour cent en 2008. En raison de l'intégration de l'Afrique dans l'économie mondiale, les mécanismes de transmission (commerce, investissements étrangers directs (IED), envoi de migrants et aide publique au développement (APD)) ont facilité la propagation à travers le monde de la crise financière et économique à l'Afrique. Qui plus est, avec des projections de croissance négative pour les principaux partenaires pour le développement de l'Afrique en 2009, la réunion s'est inquiétée des répercussions défavorables de la baisse de l'investissement étranger direct, des recettes d'exportation, du nombre de touristes, des niveaux de l'aide au développement, de la valeur des monnaies nationales et des transferts de fonds par les travailleurs migrants.

La crise économique entraîne une crise de l'emploi en Afrique

9. La réunion a rappelé que, malgré la croissance relativement élevée que le continent a enregistrée ces dernières années, des progrès significatifs n'ont pas été accomplis dans la lutte contre la pauvreté et le chômage. Par conséquent, une baisse de la croissance provoquée par la crise financière inversera les gains modestes réalisés dans la réduction de la pauvreté et compromettra les chances d'atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD).
10. La réunion a pris note des données fournies par le rapport du BIT sur les tendances mondiales de l'emploi (2009) qui estime que le nombre de chômeurs dans le monde en 2009 pourrait augmenter de 18 à 30 millions, et de plus de 50 millions si la situation continue à se détériorer. De plus, environ 200 millions de travailleurs, principalement dans les économies en développement, pourraient aller grossir les rangs des travailleurs extrêmement pauvres.
11. Avec la crise financière et économique, on estime que la croissance de l'emploi en Afrique va faiblir, gonflant les taux de chômage et poussant un nombre encore plus grand de travailleurs dans le secteur de l'économie informelle déjà large, pour ne pas dire dans une pauvreté extrême.
12. Des cas de fermeture d'entreprises, de suspension ou d'annulation d'investissements (essentiellement dans le secteur minier, l'automobile et la finance/les banques) et des pertes d'emplois à travers le continent ont été signalés. En particulier, la réunion a noté avec une grande préoccupation la perte de quelque 300 000 emplois dans le secteur minier dans la province du Katanga de la République démocratique du Congo et une perte de 36 500 emplois dans l'industrie automobile en Afrique du Sud.

Une crise avant la crise

13. La réunion a noté que la crise financière et économique n'a fait qu'exacerber la situation économique et sociale grave que connaissait déjà l'Afrique. La crise antérieure à la crise actuelle était caractérisée par la pauvreté, le sous-emploi, l'accroissement des inégalités, une mondialisation non équitable et des conditions difficiles pour de larges couches de la population.
14. De plus, la crise financière et économique se produit à un moment où l'Afrique ne fait que commencer à se relever des effets de la crise alimentaire et énergétique.

Réponses à la crise financière et économique

15. En réponse à la crise, la réunion a noté le besoin urgent de souscrire à la vision des dirigeants qui défendent les principes et valeurs de la bonne gouvernance aux niveaux continental, sous-régional et national.
16. L'approche fondée sur les droits devrait être intégrée particulièrement durant la période de crise afin de: i) protéger les droits au travail des travailleurs qui peuvent devenir plus vulnérables; ii) réduire la pauvreté et les crises sociales; iii) relever les niveaux de vie; et iv) améliorer la qualité de la croissance économique et de la justice sociale.
17. La réunion a souligné la nécessité de mener davantage de travaux de recherche et d'analyses sur le travail des enfants, l'emploi des jeunes et le VIH/sida.
18. La recherche de réponses face aux conséquences négatives de la crise financière et économique doit se faire de manière transparente et inclusive en recourant au dialogue social.
19. Tout en assurant un environnement favorable au secteur privé pour qu'il crée des opportunités d'emploi et de travail décent, le rôle régulateur des gouvernements dans le secteur financier ainsi que le potentiel de création d'emplois des gouvernements doivent être renforcés.
20. Les gouvernements et les entreprises doivent investir dans la transition graduelle vers des sources d'énergie renouvelables et rendre opérationnel un «nouveau Pacte vert» comme moyen d'améliorer les conditions de vie et de travail grâce à la création d'emplois «verts».
21. En raison de l'absence de protection ou d'une protection minimale pour tous, des programmes ciblés destinés à soutenir des groupes vulnérables tels que les travailleurs de l'économie informelle et les travailleurs ruraux, les travailleurs migrants, les personnes handicapées, les travailleurs de l'économie formelle, les femmes, les enfants, les jeunes et les personnes âgées doivent être mis en place.

Rôle des institutions pour répondre à la crise

22. La réunion a pris acte des interventions d'un certain nombre de gouvernements concernant les implications de la crise financière et économique pour les économies africaines et la manière de les traiter, notamment la Déclaration d'Addis-Abeba sur la crise financière internationale, adoptée par la 12^e session ordinaire de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union africaine tenue les 2 et 3 février 2009, et la Conférence ministérielle sur la crise financière tenue le 12 novembre 2008 à Tunis.
23. La réunion a appelé à prendre un ensemble de mesures aux niveaux mondial, régional et national, complétées par une action de l'OIT.

Au niveau mondial

24. La réunion a souligné le fait qu'aucun pays ou région ne peut faire face seul aux répercussions de la crise et que, en conséquence, des solutions mondiales coordonnées sont nécessaires.
25. Les participants ont souligné que le travail décent doit être un élément central de toute réponse à la crise. La réponse mondiale à la crise doit avoir comme objectif fondamental d'alléger le fardeau du ralentissement économique sur les populations, particulièrement les groupes vulnérables.
26. Sous les auspices des Nations Unies, le Groupe de la Banque mondiale, le FMI, l'Organisation mondiale du commerce et l'OIT devraient élaborer conjointement un nouveau cadre réglementaire pour les marchés mondiaux de la finance, du commerce et du travail. Assurer des politiques et une réforme cohérentes et coordonnées de l'architecture de gouvernance économique mondiale permettra de répondre efficacement à la crise financière et économique.
27. Le continent africain doit faire davantage entendre sa voix dans des institutions telles que la Banque mondiale, le FMI et le G20 qui définissent la réponse mondiale à la crise.
28. La crise mondiale ne devrait pas se traduire par plus de protectionnisme, quoiqu'il faille prendre les mesures qui s'imposent pour protéger les industries naissantes et les économies en développement.
29. Les participants ont exhorté les nations riches à tenir leur promesse de doubler l'aide publique au développement (APD) à l'Afrique d'ici 2010, en dépit de la crise financière et économique actuelle.

Aux niveaux continental et régional

30. La réunion a appelé à élaborer des stratégies, mesures et programmes/initiatives régionaux, coordonnés et inclusifs pour atténuer l'impact économique et social, sur l'emploi et sur le travail de la crise financière et économique.
31. Le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) de l'Union africaine devrait être redynamisé et renforcé pour soutenir de manière concrète la réponse à la crise au niveau continental.
32. Afin de réduire la vulnérabilité de l'Afrique aux chocs extérieurs, le continent doit accélérer l'intégration régionale, y compris en supprimant toutes les entraves à la libre circulation des personnes, des biens et des services.
33. L'accélération de l'intégration régionale dans le cadre des communautés économiques régionales devrait s'accompagner d'investissements substantiels dans l'infrastructure régionale (transports, énergie, télécommunications, technologie de l'information) qui créent des emplois, directement et indirectement, à court et à long terme; fournir des incitations pour les investissements locaux et promouvoir le développement du commerce intra-africain.
34. La crise financière devrait être une occasion pour l'Afrique d'examiner sa dépendance et ses liens avec la mondialisation et de proposer des solutions à long terme aux défis qui continuent à se poser. Le continent doit, autant que possible, proposer des mesures à long terme qui seront essentielles pour promouvoir la «localisation» du développement du continent. Ceci étant, l'Union africaine, la Commission économique pour l'Afrique de l'Organisation des Nations Unies, la Banque africaine de développement et les communautés économiques régionales devraient déterminer quels sont les avantages comparatifs de l'Afrique (tels que la production alimentaire et la mise en valeur des sources d'énergie renouvelables) à même de créer de nouvelles possibilités d'emploi durant et après la crise.

Au niveau national

35. Les gouvernements devraient cibler leurs interventions visant à répondre à la crise sur les acteurs de l'économie réelle, les entreprises (notamment les PME), les travailleurs et les personnes travaillant à leur propre compte. Les actions devraient inclure l'investissement dans l'éducation, la formation, le recyclage et des services de conseils.
36. La réunion a fortement encouragé les gouvernements à fournir un soutien financier d'urgence aux entreprises connaissant des difficultés financières en raison de la crise financière et économique.
37. Les gouvernements devraient utiliser tous les moyens budgétaires disponibles pour créer des filets de sécurité sociale qui répondent aux besoins essentiels des populations pauvres, et diminuer ainsi le risque de troubles sociaux; ils devraient également veiller à ce qu'il y ait des mécanismes appropriés pour la prévention, la gestion et le règlement des conflits, et promouvoir des initiatives qui renforcent la cohésion sociale.
38. Les gouvernements devraient utiliser les fonds d'investissement disponibles pour des entreprises à forte intensité de main-d'œuvre qui créent d'autres possibilités d'emploi durable pour les travailleurs au chômage pour raisons économiques; une attention particulière devrait être portée à l'agriculture, aux agro-industries et à la production alimentaire.
39. Les gouvernements doivent améliorer la gestion des ressources nationales, intensifier leur lutte contre la corruption quand elle existe, éviter les gaspillages et établir des priorités en ce qui concerne les alternatives politiques afin d'utiliser toutes les ressources disponibles aux fins du développement.
40. Les gouvernements devraient améliorer les structures de gouvernance par le biais de la mise en place d'administrations du travail, de systèmes d'information sur le marché du travail et de bureaux de statistiques du travail efficaces afin de fournir des données fiables pour l'élaboration de politiques du marché du travail efficaces aux niveaux régional et sous-régional.
41. Les mandants devraient utiliser le potentiel de création d'autres moyens de subsistance de l'économie sociale, fournir des solutions de microfinancement, développer le commerce équitable et établir des programmes de protection faisant appel à la solidarité.
42. Les gouvernements devraient encourager la construction des infrastructures physiques et communications nécessaires et simplifier les procédures douanières lourdes, les réglementations bancaires et de change ainsi que les procédures d'immigration comme moyens de faire face aux effets de transmission de la crise.
43. Pour assurer la mobilisation de ressources intérieures, les gouvernements africains doivent promouvoir le tourisme intérieur, mobiliser l'épargne locale et les marchés financiers locaux, promouvoir le commerce intra-africain et encourager la commercialisation des exportations et la diversification des produits.
44. Les gouvernements, avec la pleine participation des organisations d'employeurs et de travailleurs, devraient évaluer l'impact écologique des industries existantes afin de s'assurer que des mesures novatrices sont prises pour améliorer la durabilité des industries et des emplois actuels.
45. Les participants ont recommandé que tous les Etats Membres africains de l'OIT établissent ou renforcent les comités tripartites pour élaborer des stratégies en réponse à la crise aux niveaux national et sectoriel grâce au dialogue social. S'il y a lieu, des parties prenantes additionnelles, telles que les organisations concernées de la société civile, devraient être invitées à se joindre à de tels comités.

Au niveau de l'Organisation internationale du Travail

46. L'OIT devrait intensifier la promotion de l'Agenda du travail décent en tant que cadre conceptuel guidant la réponse mondiale à la crise. Le guide du CCS intitulé *Outils pour l'intégration de l'emploi et du travail décent* devrait être utilisé comme un instrument pour exploiter l'énergie et l'expertise collectives du système des Nations Unies dans la poursuite de l'emploi productif et du travail décent.
47. L'OIT devrait se pencher à nouveau sur les ordres du jour des principales manifestations à venir, notamment la session de 2009 de la Conférence internationale du Travail, en vue de les faire porter essentiellement sur la réponse à la crise.

Au niveau du Bureau international du Travail

48. Le BIT devrait prendre des mesures urgentes pour mettre en œuvre l'Ensemble de mesures contre la crise en Afrique: l'apport du travail décent, tel que modifié et enrichi par la réunion d'experts, qui fait partie intégrante du présent document renfermant les résultats.
49. Le BIT devrait consacrer davantage de ressources au renforcement des capacités des partenaires sociaux afin qu'ils soient mieux en mesure de répondre aux implications de la crise. Les mesures devraient inclure la formation des mandants à l'utilisation du guide du CCS.

Le rôle des partenaires sociaux

50. Pour permettre aux partenaires sociaux de bien jouer leur rôle afin de faire face aux conséquences de la crise actuelle, il est nécessaire de renforcer la capacité des gouvernements, des organisations d'employeurs et de travailleurs de participer à l'élaboration de politiques pour répondre aux implications de la crise financière, et de concevoir et mettre en œuvre des politiques d'emploi et de travail décent appropriées.
51. Afin de suivre l'impact de la crise financière et économique de façon à proposer des mesures correctives efficaces, la réunion a appelé à créer des comités directeurs régionaux, sous-régionaux et nationaux dans lesquels les partenaires sociaux seraient activement impliqués.
52. Les organisations de travailleurs et d'employeurs devraient consulter leurs organisations homologues d'outre-mer afin d'éviter les réactions xénophobes à l'égard des travailleurs migrants dans ces pays.
53. Les participants ont recommandé la mise en place d'un système d'alerte précoce pour informer les membres sur la manière de faire face aux crises futures.

Remerciements

54. Les participants ont salué l'initiative de S. E. M. Blaise Compaoré, Président du Burkina Faso, d'accueillir le colloque. Ils ont également rendu hommage à M. Juan Somavia, Directeur général du BIT, et à M. Jean Ping, Président de la Commission de l'Union africaine, pour leur soutien à l'initiative de tenir le premier Colloque africain sur le travail décent sur le thème «Faire face ensemble aux conséquences de la crise financière et économique pour les populations africaines».
55. Les participants se sont félicités du message du groupe africain à Genève, qui a constitué leur contribution à la réunion d'Addis-Abeba.

56. Les participants ont salué l'initiative du bureau régional de l'OIT pour l'Afrique d'organiser la réunion d'experts, et sa détermination à fournir le soutien technique et financier nécessaire aux mandants sur des questions fondamentales, notamment la crise financière et économique.

Appendice

Ensemble de mesures contre la crise en Afrique: l'apport du travail décent (Addis-Abeba, 28 février 2009)

Programme d'action pour les populations

Principes directeurs

- Action centrée sur les populations: les mesures doivent viser les travailleurs, les entrepreneurs et les travailleurs indépendants d'Afrique
- Orientation vers l'action: les mesures doivent conjuguer des politiques et programmes concrets et utiliser les outils et connaissances disponibles
- Gestion axée sur les résultats: les mesures visent des réalisations et résultats concrets
- Promotion de l'égalité hommes-femmes: les mesures mettent un accent particulier sur les besoins spécifiques des travailleuses d'Afrique
- Promotion des partenariats: les mesures mobilisent l'énergie collective des mandants tripartites ainsi que les connaissances complémentaires des organisations apparentées des Nations Unies par l'entremise des *Outils pour l'intégration de l'emploi et du travail décent* du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination
- Pragmatisme: les mesures d'urgence immédiates sont complétées par des programmes de développement à moyen et long terme
- Intégration: les mesures proposent une réponse globale à la crise sur la base de l'Agenda du travail décent pour l'Afrique pour la période 2007-2015 et de la Déclaration de l'OIT sur la justice sociale pour une mondialisation équitable

Grandes orientations

- Développement local: compléter les facteurs de croissance externes par des facteurs endogènes
- Intégration régionale: réduire la vulnérabilité aux chocs externes et créer des marchés régionaux africains
- Economie sociale: mobiliser les systèmes de solidarité et de mutualité traditionnels et créer de nouvelles possibilités d'emploi
- Dialogue social: construire un consensus aux niveaux régional, national et sectoriel et au niveau de l'entreprise

Textes de référence

- Agenda du travail décent pour l'Afrique, 2007-2015

- Plan d'action de Ouagadougou
- Conclusions des discussions générales de la Conférence internationale du Travail sur l'économie informelle (2002), les travailleurs migrants (2004), l'emploi des jeunes (2005), les entreprises durables (2007), les aptitudes professionnelles (2008) et l'emploi rural (2008)
- Rapport de la Commission mondiale sur la dimension sociale de la mondialisation
- Déclaration de l'OIT sur la justice sociale pour une mondialisation équitable
- Six mesures promues par le bureau du Conseil d'administration en novembre 2008 (assurer les flux de crédits nécessaires, protéger les populations vulnérables, soutenir les entreprises, maintenir le progrès social, utiliser le dialogue social, maintenir des niveaux adéquats d'aide au développement)

Principaux groupes cibles

- Les travailleurs et exploitants de l'économie informelle dans les zones urbaines, qui représentent la plus grande partie de la population active urbaine dans la plupart des pays africains et sont constitués principalement de jeunes
- Les travailleurs et petits producteurs en milieu rural, qui constituent une proportion très majoritaire de la population active dans beaucoup de pays africains
- Les travailleurs et les entreprises de l'économie formelle, secteur qui constitue le pilier des économies africaines

Ensemble de mesures contre la crise en Afrique: l'apport du travail décent Programme d'action pour les populations

Groupe cible	Politique	Programme	Outil/Unité
Tous	Attirer l'attention sur l'importance primordiale de l'emploi productif et du travail décent dans les stratégies nationales pour le développement et la lutte contre la crise (Agenda du travail décent pour l'Afrique, 2007-2015)	<i>Action immédiate:</i> Offrir une assistance technique aux mandants tripartites nationaux pour leur permettre de protéger le niveau de l'emploi et favoriser la création d'emplois et de moyens de subsistance. Reformuler les programmes par pays de promotion du travail décent existants à la lumière de la crise. Réorienter tous les projets de coopération technique du BIT (y compris CSBO et TC) ainsi que le budget ordinaire et le CTBO pour concentrer les efforts sur la réponse à la crise <i>Action à moyen et long terme:</i> Incorporer les priorités du travail décent dans les stratégies nationales de lutte contre la crise, les stratégies d'assistance conjointes et les PNUAD; incorporer les enseignements tirés de la crise dans la seconde génération de programmes par pays de promotion du travail décent	<i>Outils pour l'intégration de l'emploi et du travail décent</i> du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination, Secteur de l'emploi, Centre de Turin

Groupe cible	Politique	Programme	Outil/Unité
	Application effective des principes et droits fondamentaux au travail (Agenda du travail décent en Afrique, 2007-2015); mise en œuvre des normes du travail sur le lieu de travail; Déclaration relative aux principes et droits fondamentaux au travail	<i>Action immédiate:</i> Assurer l'application continue des droits fondamentaux, des conventions ratifiées et des codes du travail nationaux dans le contexte de la crise <i>Action à moyen et long terme:</i> Etendre l'application des principes et droits fondamentaux au travail à l'économie informelle et aux travailleurs ruraux	Département des normes internationales du travail Département des normes internationales du travail
	Investir dans un système de sécurité sociale de base pour la réduction de la pauvreté (Agenda du travail décent en Afrique, 2007-2015)	<i>Action immédiate:</i> Fournir une aide d'urgence aux plus vulnérables, y compris des transferts en espèces et investir dans un système de sécurité sociale de base <i>Action à moyen et long terme:</i> Aider les Etats Membres à définir des politiques de sécurité sociale et à adopter des régimes de sécurité sociale complets offrant une protection contre des crises futures	Programmes de transferts en espèces Programme STEP, Département de la sécurité sociale
	Amélioration des systèmes d'information permettant d'élaborer de meilleures politiques (Agenda du travail décent en Afrique, 2007-2015)	<i>Action immédiate:</i> Aider les Etats Membres à surveiller l'impact de la crise sur les emplois et les moyens de subsistance en prenant en compte les disparités entre les sexes, ainsi que la réponse apportée par les Etats Membres à la crise, y compris la création d'observatoires nationaux <i>Action à moyen et long terme:</i> Améliorer les systèmes et institutions nationaux d'information sur le marché de travail	Siège et unités sur le terrain impliqués dans le projet sur les systèmes d'information sur le marché du travail (incluant le Centre de Turin) Unité des tendances de l'emploi, Bureau de statistique
Travailleurs et opérateurs de l'économie informelle	Sortir du piège de l'économie informelle (Agenda du travail décent en Afrique, 2007-2015) Le travail décent pour la jeunesse africaine (Agenda du travail décent en Afrique, 2007-2015) Conclusions de la CIT sur le travail décent et l'économie informelle (2002) Conclusions de la CIT sur l'emploi des jeunes (2005)	<i>Action immédiate:</i> Renforcer la possibilité de s'exprimer et la représentation des travailleurs et des opérateurs à travers une économie sociale dynamique. Fournir des possibilités d'emploi d'urgence par le biais de projets à haute intensité de main-d'œuvre. Etendre la protection sociale à travers des mutuelles d'assurances. Améliorer l'offre de services de microfinancement pour la création d'emplois et la protection sociale. Empêcher l'expansion du travail des enfants grâce à des interventions ciblées <i>Action à moyen et long terme:</i> Améliorer les conditions de travail. Organiser les opérateurs et les travailleurs de l'économie informelle en organisations d'entraide, en partenariat avec les organisations d'employeurs et de travailleurs. Améliorer les systèmes d'apprentissage informels. Inclure les travailleurs et opérateurs du secteur informel dans les systèmes de sécurité sociale officiels	SYNDICOOP, HIMO, Programme STEP, Programme de finance et solidarité, Département des compétences et de l'employabilité Programme WIND/WISE, COOP, ACTRAV, ACT/EMP, Département des compétences et de l'employabilité
Travailleurs et petits exploitants ruraux	Conclusions de la CIT sur la promotion de l'emploi rural pour la réduction de la pauvreté (2008)	<i>Action immédiate:</i> Introduire des mécanismes de stabilisation des prix. Consolider les organisations d'entraide des petits exploitants, y compris leurs syndicats et organisations faïtières pour améliorer leur pouvoir de négociation, leurs possibilités de s'exprimer et leur représentation. Etendre l'intermédiation financière à travers la promotion des institutions financières rurales (coopératives d'épargne et de crédit). Empêcher l'expansion du travail des enfants par un soutien financier aux familles en milieu rural. Améliorer les infrastructures rurales par des programmes de travail à haute intensité de main-d'œuvre	Programme STEP, COOPAfrica, Programme de finance et solidarité, IPEC, HIMO

Groupe cible	Politique	Programme	Outil/Unité
Travailleurs de l'économie formelle et entreprises durables		<i>Action à moyen et à long terme:</i> Etendre la protection sociale en modernisant les systèmes traditionnels de solidarité. Assister dans la négociation d'accords de commerce équitable (économie sociale). Promouvoir les initiatives d'«emplois verts» dans les zones rurales. Développer des programmes intégrés d'emplois locaux en utilisant l'approche PEETT. Promouvoir les possibilités de formation adéquate dans les zones rurales. Développer le tourisme en faveur des pauvres dans les zones rurales. Améliorer les conditions de travail en utilisant l'approche WIND. Domesticquer les conventions et recommandations de l'OIT spécifiques aux travailleurs et producteurs ruraux. Créer des emplois connexes par la transformation des produits agricoles et la création de valeur ajoutée à ces produits	Développement économique local, Département de l'intégration des politiques et statistiques, Département des compétences et de l'employabilité, TREE, WIND, Département des normes internationales du travail
	Investir dans les entreprises et les possibilités de travail décent en Afrique (Agenda du travail décent en Afrique, 2007-2015); Conclusions de la CIT sur la promotion des entreprises durables (2007)	<i>Action immédiate:</i> Etablir des partenariats avec d'autres organismes (Banque mondiale, FMI, ONUDI, etc.) afin de fournir une aide d'urgence aux entreprises confrontées à des difficultés financières. Développer des programmes d'emplois alternatifs via des programmes d'investissements financés par les Etats. Aider les travailleurs à reprendre en main des entreprises en faillite («empresas laborales» en Argentine). Fournir une assistance aux autorités nationales dans la révision de la législation du travail à la lumière de la crise	SEED, Département de la création d'emplois et du développement de l'entreprise, HIMO, Secteur du dialogue social
		<i>Action à moyen et long terme:</i> Fournir des solutions de microfinancement aux travailleurs ayant perdu leur emploi qui souhaitent créer leur propre entreprise. Améliorer la productivité des entreprises par des interventions ciblées (centres de productivité). Accélérer l'intégration économique régionale	Programme de finance et solidarité, COOP, Département de la création d'emplois et du développement de l'entreprise, RO-Abidjan
	Comblent le déficit de qualifications (Agenda du travail décent en Afrique, 2007-2015) Conclusions de la CIT sur les aptitudes professionnelles pour stimuler la productivité, la croissance de l'emploi et le développement (2008)	<i>Action à moyen et long terme:</i> Développer des programmes de formation de reconversion et de recyclage pour les travailleurs ayant perdu leur emploi	Département des compétences et de l'employabilité, SEED, Département de l'analyse économique et des marchés du travail
	Le tripartisme comme mécanisme clé de gouvernance pour une croissance inclusive réduisant la pauvreté (Agenda du travail décent en Afrique, 2007-2015)	<i>Action immédiate:</i> Fournir un appui aux organes tripartites mis en place aux niveaux national, sectoriel et des entreprises dans le but de réduire au maximum l'impact de la crise sur les emplois et les revenus <i>Action à moyen et long terme:</i> Accompagner les Etats Membres dans le renforcement des institutions de dialogue social inclusives	Secteur du dialogue social, ACTRAV, ACT/EMP Secteur du dialogue social, ACTRAV, ACT/EMP
	L'inclusion sociale par la création d'emplois pour la prévention des conflits et la reconstruction (Agenda du travail décent en Afrique, 2007-2015)	<i>Action immédiate:</i> Aider les Etats Membres à créer des filets de sécurité sociale pour les travailleurs qui ont perdu leur emploi; programmes d'emplois d'urgence par des approches à haute intensité de main-d'œuvre <i>Action à moyen et long terme:</i> Développer des stratégies de développement local intégré et l'économie sociale afin de promouvoir la création d'emplois durables au niveau local	Département de la sécurité sociale, HIMO, ASIST Développement économique local, COOP, Programme de finance et solidarité

Groupe cible	Politique	Programme	Outil/Unité
	Une approche équitable pour les travailleurs migrants africains (Agenda du travail décent en Afrique, 2007-2015)	<i>Action immédiate:</i> Réorienter les projets de migration de main-d'œuvre existants pour répondre à la crise. Aider et réintégrer les travailleurs migrants de retour dans leur pays d'origine	Service des migrations internationales y compris le projet MIGSEC et le CSBO sur les migrations
	Conclusions de la CIT sur une approche équitable pour les travailleurs migrants dans une économie mondialisée (2004)	<i>Action à moyen et long terme:</i> Garantir la possibilité de transférer les prestations de sécurité sociale d'un pays à l'autre pour les travailleurs migrants en collaboration avec les communautés économiques régionales	Département de la sécurité sociale, Service des migrations internationales